



RENDU EXECUTOIRE LE

1 3 JUL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



PRÉFECTURE DE LA VIENNE

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**Arrêté portant autorisation d'extension temporaire
Du nombre de mesures d'Accompagnement Educatif en Milieu Ordinaire Renforcé
(AEMOR)
Exercées par l'UDAF 86**

Le Préfet

Le Président du Conseil Départemental

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code civil, notamment ses articles 375 à 375-8 ;

Vu le code de la justice pénale des mineurs

Vu le décret n°75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu l'arrêté n° 2016-A-DGAS-DEF-ESE-0005 du 31 mars 2016 portant extension de 44 places du service d'interventions éducatives en milieu ouvert géré par l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) de la Vienne ;

Vu le projet opérationnel territorial de la protection judiciaire de la jeunesse de Poitou-Charentes en cours;

Vu la demande du 13 mai 2022 de l'UDAF de la Vienne de porter le nombre de mesures d'Accompagnement Educatif en Milieu Ordinaire Renforcées (AEMOR) de 15 à 30 places ;

Considérant que le projet répond aux besoins sociaux et médico-sociaux du Département de la Vienne ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs du projet territorial susvisé ;

Considérant qu'une étude sur les interventions en milieu ouvert est réalisée par le Département de la Vienne en 2022 et 2023 ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse du Sud-Ouest et de Monsieur le Directeur général des services départementaux

ARRÊTENT

Article 1^{er} :

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023, le service d'interventions éducatives en milieu ouvert géré par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Vienne sise 24 rue de la Garenne 86000 Poitiers est autorisé à étendre sa capacité d'AEMOR de 15 places au sein de la capacité actuelle de 194 mesures.

Article 2 :

En conséquence, sur la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023, la capacité du service d'interventions éducatives en milieu ouvert est de 194 mesures dont 30 mesures d'AEMO Renforcé.

Les capacités d'intervention seront réexaminées en 2023 au regard des résultats de l'étude en cours afin de déterminer le nombre de mesures autorisées à partir de 2024.

Article 3 :

Conformément aux articles L 313-1 et L 313-5 du code de l'Action Sociale et des Familles le présent arrêté ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation qui est fixé au 30 juillet 2024 et qui est subordonné aux résultats de l'évaluation prévue par l'article L 312-8 du même code.

Article 4 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétence selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 :

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne et notifié à l'UDAF 86.

Article 6 :

En application des dispositions des articles R. 312-1 et R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours administratif gracieux devant le Président du Conseil départemental, autorité signataire de cette décision ;
- d'un recours administratif gracieux devant la Préfète du département, autorité signataire de cette décision, ou d'un recours administratif hiérarchique devant le Ministre de l'Intérieur ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers soit par voie postale (15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX, soit par l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr, soit en se déplaçant à l'accueil de la juridiction.

En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

Article 7 :

Monsieur le Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse du Sud-Ouest et Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à POITIERS, le **01 JUL. 2022**

Le Préfet
Jean-Marie GIRIER



Le Président du Conseil Départemental

Alain PICHON



